



# Assemblée générale

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale  
8 février 2012  
Français  
Original : anglais

---

## Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

### Compte rendu analytique de la 9<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 13 octobre 2011, à 10 heures

*Présidente* : M<sup>me</sup> Miculescu . . . . . (Roumanie)

## Sommaire

Point 51 de l'ordre du jour : Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-54365X (F)



Merci de recycler 

*La séance est ouverte à 10 h 5.*

**Point 51 de l'ordre du jour : Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace (suite) (A/66/20)**

1. **M. Yadav** (Inde), passant en revue les principales réalisations de l'Inde dans le domaine spatial en 2011, annonce que le lanceur de satellites sur orbite polaire a placé sur orbite le RESOURCESAT-2 ainsi que deux satellites auxiliaires, YouthSat et X-Sat. Deux satellites de télécommunications avancées, le GSAT-8 et le satellite hybride hautement flexible (HYLAS) ont également été lancés tandis que le satellite GSAT-12 a été injecté avec succès en orbite elliptique de transfert. De surcroît, l'Inde a mis au point le lanceur géosynchrone Mark III pour le lancement de satellites lourds. En outre, le satellite franco-indien MEGHA-TROPIQUES, destiné à la recherche atmosphérique dans les régions tropicales, lancé conjointement avec l'Inde le 12 octobre 2012, permettra de contribuer à la recherche internationale sur le climat menée par la communauté scientifique. L'Inde se propose de lancer davantage de satellites de télédétection et de télécommunication dans les mois à venir.

2. Le programme spatial indien continue d'intégrer les avancées de la technologie spatiale dans les objectifs nationaux de développement. L'Inde a signé des accords de coopération internationale avec plus de 35 pays et organisations et partage son expertise en matière de technologie spatiale avec d'autres pays. Par exemple, le Centre de formation aux sciences et techniques spatiales pour l'Asie et le Pacifique, sis en Inde, a bénéficié à des scientifiques de 48 pays de la région et en dehors.

3. **M. Andrabi** (Pakistan) dit que le Comité des Nations Unies pour l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique (COPUOS) joue un rôle important pour maximiser les bénéfices des capacités spatiales, en particulier dans les domaines de l'environnement, de la santé et de l'atténuation des effets des catastrophes. Il devrait veiller à ce que ces bénéfices profitent également aux pays en développement. De leur côté, les pays développés devraient donner la priorité au partage d'expériences, au transfert de technologies et à la disponibilité des données. Tous les États devraient avoir un accès rationnel et équitable à l'orbite géostationnaire. La communauté internationale devrait avoir une vision commune concernant l'utilisation de la recherche spatiale avancée pour faire

face au changement climatique et améliorer la sécurité alimentaire et la santé dans le monde.

4. Par le biais de la Commission de recherche sur l'espace et la haute atmosphère, le Pakistan a réalisé des progrès réguliers dans l'application des sciences et des technologies spatiales dans toute une série de domaines, notamment le développement durable. La Commission a fourni des renseignements précieux pour l'agriculture, le principal secteur de l'économie pakistanaise, en surveillant les récoltes et en analysant les conditions atmosphériques et terrestres, tout en contribuant à l'étude des forêts, des glaciers, des ressources hydriques et de la géologie. Elle a poursuivi ses recherches sur l'utilisation de la télédétection et des systèmes d'information géospatiale à l'appui des projets socioéconomiques, par exemple l'établissement de cartes des voies d'eau pour éviter les déperditions hydriques.

5. La gestion des communications d'urgence et des catastrophes à partir de l'espace s'avère cruciale, ainsi que le Pakistan en a fait l'expérience lors du tremblement de terre de 2005 et des dernières inondations récurrentes. La Commission de recherche sur l'espace et la haute atmosphère s'attache à trouver de solutions à long terme pour gérer les inondations liées à la mousson ainsi que le stockage de l'eau en vue de son utilisation ultérieure. Elle opère trois sondeurs ionosphériques verticaux et deux observatoires du champ géomagnétique, dont les données sont partagées avec le World Data Centre for cooperative studies of climate and the upper atmosphere (Centre mondial de données pour les études coopératives du climat et de la haute atmosphère). Depuis 1990, le Pakistan recueille des données pour des opérations de recherche et de sauvetage en qualité de participant au Programme international de recherche et de sauvetage à l'aide des satellites COSPAS-SARSAT. Le satellite de communication pakistanais PAKSAT-1R a élargi l'infrastructure de télécommunication et a aidé à promouvoir l'utilisation de satellites de communication, notamment dans le domaine du développement socioéconomique.

6. Le Pakistan est partie aux cinq traités fondamentaux des Nations Unies sur l'espace extra-atmosphérique. L'espace représente un héritage commun de l'humanité et ne devrait figurer dans aucune doctrine militaire. Des négociations en faveur d'une Convention globale pourraient contribuer au renforcement de la confiance à l'égard des activités

spatiales et à une plus grande transparence. Du fait que la prévention à la course aux armements dans l'espace est pertinente à la fois aux travaux de la Conférence du désarmement et du Comité des Nations Unies pour l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique, tous deux devraient maintenir une relation de travail et communiquer entre eux.

7. **M<sup>me</sup> Fogarty** (Australie) déclare qu'en vue de la très prochaine Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), son pays accueille avec satisfaction l'accent placé par le COPUOS dans ce contexte sur l'utilisation spécifique de données géospatiales obtenues à partir de l'espace. La politique spatiale de l'Australie aidera à renforcer ses capacités à estimer les émissions de gaz de serre produites par les activités au sol qui représentent la majeure partie des émissions, tant en Australie que dans le reste du monde. L'Australie partage son expérience et ses technologies avec d'autres pays pour les aider à renforcer leurs propres capacités de contrôle. Par exemple, l'Australie a contribué au Groupe intergouvernemental sur l'observation de la Terre qui aide les pays dans l'observation des forêts. L'Australie installe une station de réception au sol en vue d'améliorer dans la région l'accès partagé aux données des satellites. Elle a également pris l'engagement de participer au financement du Partenariat Indonésie-Australie pour le carbone forestier. L'Australie a également été l'hôte de la dix-septième session du Forum régional Asie-Pacifique des agences spatiales au cours duquel il a été convenu de procéder à une revue régionale d'aptitude professionnelle pour déterminer les capacités de ses pays membres et institutions à profiter des missions satellites clefs relatives au climat. Elle a également accueilli des ateliers pour aider les pays de l'Afrique de l'Est à mettre eux-mêmes en œuvre le système de suivi du carbone, dans le cadre de son appui au développement durable à l'échelle mondiale.

8. Toutefois, les bénéfices des données spatiales vont au-delà de l'analyse de l'utilisation des sols. L'Australie appuie le système intégré d'observation marine qui utilise les données provenant des satellites pour analyser le rôle des océans dans le changement climatique des zones côtières, une question d'importance vitale pour les pays du Pacifique. La coordination dans le domaine de données relatives à l'observation de la terre s'avère importante pour les activités d'appui liées à la durabilité et au changement

climatique et l'accès aux données de télédétection devrait être rendu plus facile et financièrement plus accessible. L'Australie coopère avec d'autres pays de la région pour faciliter l'accès aux données et renforcer les capacités.

9. **M. Gobalakrishnan** (Malaisie) dit que dans le cadre de son engagement à coopérer dans le domaine de l'utilisation de l'espace, son Gouvernement a récemment décidé d'étendre son programme de fabrication de satellites afin de construire le satellite d'observation terrestre RazakSAT-2, qui devrait fonctionner en orbite quasi équatoriale, en coopération avec d'autres pays situés près de l'Équateur. La Malaisie a été en outre l'hôte de la quatrième réunion de l'équipe conjointe du projet Sentinel Asia en juillet 2011, organisée conjointement avec l'Agence d'exploration aérospatiale japonaise. Son pays a l'intention de devenir un centre de services pour les satellites en Asie du Sud-Est. Après l'achèvement du montage, l'intégration et sa mise au banc d'essai vers la moitié de 2012, ce centre devrait être en mesure d'offrir une gamme étendue de services.

10. Au plan national, la Malaisie a organisé diverses activités au cours de l'année passée pour commémorer le 50<sup>e</sup> anniversaire du premier vol de l'homme dans l'espace tout en continuant d'offrir des programmes pédagogiques spéciaux en vue d'inspirer les jeunes à approfondir les sciences spatiales et à comprendre les bénéfices que l'on peut retirer de l'espace. En 2012, la Malaisie espère terminer la formulation de sa politique spatiale ainsi que son projet de législation spatiale.

11. **M. Sorreta** (Philippines) dit que son pays soutient le principe d'égalité d'accès à l'espace et à l'information spatiale pour tous les États, indépendamment de leur niveau de développement. Les pays en développement devraient également être en mesure de tirer profit des énormes bénéfices des sciences de l'espace en développant les compétences requises. Le Bureau des affaires spatiales de l'Organisation des Nations Unies a tenu au courant l'administration nationale spatiale des Philippines des progrès réalisés dans les sciences de l'espace par le biais d'ateliers internationaux, de congrès et d'autres moyens d'échange d'informations scientifiques. L'administration a fait de modestes progrès matériels. Pour aller plus rapidement de l'avant, elle a besoin de ressources financières et humaines accrues

12. Les statistiques exactes produites par une variété d'institutions régionales et mondiales devraient être aisément accessibles dans le domaine de l'atténuation des effets des catastrophes et des secours d'urgence. Par exemple, grâce à l'appui du Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER), les Philippines ont utilisé efficacement les images transmises par satellites pour surveiller les cyclones. UN-SPIDER a permis de continuer d'améliorer la prévention des catastrophes et les secours d'urgence.

13. **M. González** (Cuba) dit que le régime juridique gouvernant l'espace ne saurait empêcher une course aux armements dans l'espace. À moins que la Conférence du désarmement, le seul forum de négociations multilatérales dans ce domaine, ne négocie rapidement un accord pour empêcher une telle course aux armements, aucune des applications spatiales riches de promesses n'aura d'avenir. Le COPUOS est investi d'une responsabilité particulière pour promouvoir l'utilisation pacifique de l'espace. Il devrait préciser et renforcer les principes éthiques et les instruments juridiques garantissant une utilisation pacifique, équitable et non discriminatoire des applications spatiales.

14. En dépit de ses ressources limitées, Cuba investit de plus en plus dans la recherche spatiale et ses applications à des fins pacifiques, notamment les applications météorologiques visant à prévoir les catastrophes naturelles ou à détecter les feux de forêt. Chaque État a le droit d'explorer et d'utiliser l'espace extra-atmosphérique pour le bénéfice de l'humanité; mais tous les États n'ont pas les moyens de disposer de capacités spatiales autonomes dans un avenir prévisible. Par conséquent, comme de plus en plus de pays se lancent dans des activités spatiales, la coopération bilatérale et multilatérale ainsi que la nécessité d'échanger les technologies et les expériences prennent un caractère d'urgence, en particulier pour les pays en développement. À cet effet, le COPUOS devrait collaborer plus étroitement avec le Comité du développement durable en vue de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le développement durable et porter son attention notamment sur la sécurité alimentaire et le changement climatique. Cuba croit que par le biais de la coopération internationale, chaque pays pourrait

bénéficier de façon responsable des possibilités offertes par la recherche spatiale et ses applications.

15. **M. Govender** (Afrique du Sud) dit que durant les 50 années écoulées depuis le premier vol spatial de l'humanité, l'Organisation des Nations Unies a élaboré un cadre réglementaire par l'intermédiaire du COPUOS régissant l'exploration et l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Par le biais d'autres organes et programmes, l'Organisation a également inscrit l'utilisation de l'espace à l'ordre du jour du développement. L'Organisation des Nations Unies doit continuer de promouvoir l'application des données géospatiales dans de nombreux domaines. Elle a un rôle central de sensibilisation et de renforcement des capacités aux échelons international, régional et national, pour utiliser les applications d'observation de la Terre en faveur du développement durable et d'en faciliter l'accès à tous les pays. À cet égard, l'Afrique du Sud trouve encourageantes les étroites relations qui existent entre le COPUOS et nombre de mécanismes régionaux et interrégionaux de coopération spatiale.

16. L'Afrique du Sud a joué un rôle dans la promotion de l'utilisation des sciences et techniques spatiales à des fins pacifiques. En partenariat avec d'autres pays africains, elle a participé à la mise en orbite de la constellation de satellites pour la gestion des ressources africaines, dont les données pourront être utilisées pour l'agriculture, le suivi du climat et du logement. L'Afrique du Sud est sur le point de commencer les travaux sur un nouveau satellite opérationnel pour remplacer le satellite pathfinder à basse orbite de fabrication locale. Désireuse d'étendre sa coopération avec davantage de nations ayant accès à l'espace, son Gouvernement a signé un accord avec la Fédération de Russie tandis qu'un autre accord est en cours de négociation avec l'Inde.

17. Le Congrès international d'astronautique qui s'est récemment tenu en Afrique du Sud a permis à la communauté spatiale internationale de découvrir les activités de l'Afrique du Sud dans le domaine de la technologie spatiale. Conscient du lien entre espace et société, son Gouvernement a fait appel à la technologie spatiale pour atteindre les zones rurales les plus reculées. Depuis 2000, il a créé 86 sites de télémedecine à travers le pays et a signé des accords de télémedecine avec d'autres États africains. Son Centre national d'études aérospatiales coordonne l'enseignement de l'ingénierie aérospatiale et octroie des bourses aux étudiants dans ce domaine. Pour

augmenter la sensibilisation à la technologie spatiale, le Gouvernement a organisé des réunions d'information nationales avec la participation de plusieurs institutions scientifiques nationales et internationales. Finalement, grâce à l'appui de l'Union africaine, l'Afrique du Sud espère héberger le radiotélescope SKA (pour Square Kilometre Array) en partenariat avec plusieurs pays africains, favorisant ainsi le développement scientifique de l'Afrique et les bénéfices qui en découlent.

18. **M. Oyedele** (Nigéria) dit que la technologie spatiale est vitale pour réaliser le développement durable, en améliorant la compréhension et la prévisibilité du changement environnemental ainsi que le développement de l'agriculture, notamment dans les pays en développement. Par conséquent, le Nigéria fait siennes les recommandations de la troisième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

19. L'exploration spatiale ne devrait pas opposer les nations spatiales au reste du monde, mais au contraire constituer un effort coopératif bénéficiant à l'ensemble de la communauté internationale. C'est pourquoi le Nigéria appuie la constellation de satellites pour la gestion des ressources africaines, une initiative régionale visant à développer la technologie spatiale et à l'utiliser pour faire avancer le développement durable. Avec l'assistance de l'industrie spatiale britannique, son pays a lancé deux satellites à haute résolution; le NigeriaSAT-2 et le NigeriaSAT X, recourant à la télédétection pour améliorer la gestion des ressources naturelles, la gestion des catastrophes, la sécurité alimentaire et la planification urbaine.

20. Il importe que le Comité examine d'urgence l'élaboration de mécanismes juridiques pour garantir la sécurité de l'espace extra-atmosphérique, compte tenu de la quantité de débris spatiaux, qui selon les chiffres de l'Organisation des Nations Unies, constitue un danger croissant pour l'exploration spatiale.

*La séance est levée à 11 heures.*